

Que la force me soit donné de supporter ce qui ne peut être changé et le courage de changer ce qui peut l'être mais aussi la sagesse de distinguer l'un de l'autre.

Marc-Aurèle (121-180) philosophe et empereur romain

Faisons, pour notre cité, un rêve :

du bon sens pour toutes choses
des rues et des trottoirs en bon état
une démocratie apaisée et tolérante
des bancs, des arbres, des pelouses
un front de mer sécurisé et réhabilité
une économie industrielle valorisante
une propreté universelle et exemplaire
une place du marché digne de ce nom
une politique sincère de la table ronde
une accessibilité automobile équilibrée
une programmation culturelle diversifiée
des commerces de centre ville florissants
des coûts de fonctionnement raisonnables
un patrimoine ancien restauré avec respect
des investissements fondés sur la prudence
une animation libre et variée 365 jours par an
des Dunkerquois vraiment heureux

Dans 4 jours, n'oubliez pas de voter !

Contactez-nous  votre avis nous intéresse

CAP notre AVENIR capnotreavenir@live.fr
06.85.85.77.29
Association Loi 1901 capnotreavenir.blogg.org

Juste du bon sens (2)

Le citoyen lambda, sans être exagérément interprétatif ou pathologiquement méfiant, peut s'étonner qu'un recours en justice déposé en mars 2011, au lendemain de la fusion de deux communes avec Dunkerque, demande trois ans d'instruction pour aboutir à une audience au tribunal administratif à la veille des élections municipales.

Comme le même citoyen lambda pouvait s'étonner naguère que cette fusion ait été mise à l'ordre du jour la veille d'un changement de loi, passant d'une loi de 1971 à une nouvelle loi aux procédures plus démocratiquement exigeantes. Fusion votée à Dunkerque - cette fois sans aucun étonnement - à la quasi-unanimité (à 4 voix près) par un conseil municipal à l'écrasante majorité du même bord politique, votée un 7 décembre 2010 et ordonnée par le préfet moins de vingt-quatre heures plus tard.

Le citoyen pourrait s'étonner aussi et à juste titre que cette fusion ait été votée à l'aveugle sans qu'en soient pesées et publiées au préalable les conséquences fiscales.

Comme il peut s'étonner encore de la présence au conseil municipal de ce trop plein d'adjoints spéciaux si inutilement coûteux - mais quoi ?

Cette procédure « souple » de fusion sous cette loi quarantenaire n'aurait-elle pas dû être plus scrupuleusement respectée ? Une obligation même, non ? Les détours voulus par la Municipalité sont-ils acceptables pour des élus dont le moindre des devoirs démocratiques est de les refuser ?

Faute d'une fusion a priori peu respectueuse des procédures légales, comment les responsables peuvent-ils s'étonner, eux, que des élus aient fait de l'opposition à ce qui n'est pas strictement légal un devoir ?

À moins d'accepter l'autoritarisme comme mode de gouvernance.

Nul n'est au-dessus des lois. Chacun en fait l'expérience mineure ou majeure, amère parfois, au cours de sa vie. Et nul donc ne peut s'étonner raisonnablement que le citoyen ou l'élu démocrate doive y mêler la justice en cas de nécessité. Et n'est-il pas aujourd'hui nécessaire de rappeler les règles démocratiques ?

Comme on peut s'étonner qu'une Garde des Sceaux brandissent à la tribune, feuille à feuille, des documents qu'elle ne peut pas produire mais lisibles et publiables par les journalistes et dont le contenu nuit à l'adversaire au risque de la calomnie ?

L'objecteur peut toujours avancer l'intérêt « général », « particulier », « supérieur » ou « d'Etat », insulter l'adversaire - et démontrer alors malaise et faiblesse -, la mécanique démocratique n'échappe pas au dialogue, arguments contre arguments, lois contre abus, règles contre règles.

La tentation de la dictature est toujours présente au pouvoir. Ecraser la contestation, éviter la discussion, l'échange contradictoire, réduire au silence simplifié l'action mais la fait flirter avec le totalitarisme. Ah, la tentation de l'arbitraire et de la dictature...

Le plus difficile est bien de fédérer, de rassembler, de mettre d'accord les uns et les autres, opposants, et les amener au compromis utile, d'arriver à un consensus de bons sens et, mieux, de susciter l'espoir - non le contraire.

Tout l'art de la grande politique est là, non dans l'invective, dans la démonstration de force...

Faute de quoi le citoyen lambda conclura « à leurs risques et périls... »



Les voleurs de feu là sont pour éclairer le monde non pour l'incendier (ne confondons pas voleur de feu, pyromane et boutefeux).

Pilar Héléne SURGERS

Si tu veux la paix, prépare la guerre

En latin : si vis pacem, para bellum. La formule est universellement connue. Elle est régulièrement utilisée pour rappeler que la meilleure façon de garantir la paix est de se préparer à faire la guerre.

Entre les multiples interprétations, choisissons celle-ci. Les exemples ne manquent pas pour illustrer cette vérité selon laquelle l'art de la paix ne prospère que dans la dualité avec l'art de la guerre. Les armes étant en quelque sorte vouées à la dissuasion.

Cette idée peut effrayer. Et, d'ailleurs, elle effraie tous ceux qui sont convaincus que le combat est à bannir par principe. On les appelle les pacifistes.

Dans les années 1930, les pacifistes ont prétendu adoucir les ambitions territoriales nazies par de beaux discours d'amitiés et autres politesses. De retour de la conférence de Munich du 30 septembre 1938, le Premier Ministre Britannique Neville Chamberlain ira jusqu'à rassurer ses compatriotes et alliés en parlant du Chancelier Hitler comme d'un « gentleman ». En France, plus lucide, le Président du Conseil, Edouard Daladier, à son arrivée au Bourget, réagira aux acclamations populaires pour ses efforts pour la paix par une formule devenue célèbre : « Ah les cons, s'ils savaient ».

Pour un peu, nous pourrions imaginer quelque similitude avec ce qui se passe aujourd'hui en Ukraine. Un Occident politiquement démuni face à l'annexion de la Crimée par la Russie du Président Poutine. Tout le monde semble avoir peur sauf lui...

Vous l'aurez compris : l'évocation de ces turpitudes, anciennes ou lointaines, aboutira à des considérations plus locales, plus en rapport avec ce que notre association Dunkerquoise exprime ou prétend exprimer. A chacun de comprendre les comparaisons ...

Commençons donc par justifier notre action politique par cette certitude de la nécessité du combat.

Un combat sans lequel nous ne pouvons obtenir ce qui nous paraît souhaitable, à savoir la paix. Autrement dit, pour notre cité, l'harmonie, la prospérité, l'attractivité ...

Nous l'avons souvent entendu : nous serions trop négatifs, trop « critiques », trop agressifs. Autant de remarques que nous considérons comme audibles, auxquelles, toutefois, nous objectons que c'est précisément l'autisme du pouvoir local en place qui nous oblige à ce que nous préférons nommer fermeté.

Voilà bien longtemps que le combat à Dunkerque ne peut se nourrir de l'illusion d'une « opposition constructive ».

Cette théorie développée, lors de cette mandature 2008-2014 qui s'achève, par les élus municipaux de l'UMP et du MODEM a largement prouvé sa vacuité, voire sa forfaiture. Celle des opposants bienveillants vis à vis du pouvoir. Les uns, de Droite, dont la presse a récemment épinglé (à juste titre) « l'insignifiance », les autres, prétendument centristes, que les complaisances ont assimilés très vite à la majorité municipale. Le faux dissident de 2008, après avoir fait semblant de mener une action autonome, rejoint naturellement son patron de toujours, le tout puissant maire socialiste. Sa colistière issue de la Droite Madeliniste aura au moins évité l'ultime grand écart en refusant d'intégrer la liste de Gauche pour 2014.

Ces bisounours n'auront fait que garantir la paix à celui à qui il fallait faire la guerre.

Cette quatrième mandature n'a pas dérogé à la règle établie dès 1989 : le pouvoir ne se partage pas et l'opposition est invitée à se taire ou à se faire accommodante. Il suffit, pour ceux qui n'en seraient pas encore convaincus, de voir le traitement accordé à ceux qui auront osé exprimer clairement leurs désaccords. Au menu, invectives, moqueries, ostracismes en tous genres. **Dunkerque sous Delebarre, c'est la terre de l'intolérance.**

Pour cette seule évidence, l'opposition à une telle Municipalité ne pouvait s'exonérer de ses propres devoirs, quitte à prendre des coups.

Les électeurs n'attendent rien d'autre de ceux pour qui ils ont voté que ce combat, fût-il à armes inégales ou à hauts risques.

Rien n'est pire pour un électeur que le sentiment d'avoir été floué. Rien n'est plus ravageur pour notre démocratie et pour nos libertés que la légitimation du slogan ironique du « bonnet blanc, blanc bonnet ».

On le dit de plus en plus souvent. On s'en émeut de toutes parts, de gauche à droite, de haut en bas : le peuple se désintéresse de la politique et boude de plus en plus les isolements.

La faute à tous ceux, de plus en plus nombreux, qui confondent leur plan de carrière avec l'intérêt supérieur de la collectivité. La faute à ces beaux parleurs qui s'étourdissent de leurs propres mensonges. La faute à ceux qui imitent le combattant en prenant soin de ne jamais se salir les mains. La faute à tous les manipulateurs professionnels, serviteurs du pouvoir en place, qui exagèrent l'importance des moins dangereux tout en occultant les vrais résistants. La faute à tous ceux qui se sont définitivement persuadés que la démocratie était un jeu.

Le combat pour la démocratie est une obligation permanente.

Les dérives de plus en plus nombreuses, y compris dans notre République fondée sur le droit, n'en finissent pas de désespérer les plus loyaux de nos compatriotes. Les vrais démocrates veulent l'harmonie politique, cette notion étant assimilable à la paix. Rien n'étant définitivement acquis, il leur incombe de rester invariablement vigilants. La tentation de l'abus n'étant jamais loin du pouvoir, aucun répit n'est possible. C'est une fatalité qu'il faut accepter avec une patience de Sisyphe. Comme Albert Camus, on peut « imaginer *Sisyphe heureux* », fût-il soumis à l'écrasante fatigue de l'absurdité.

A coeur vaillant rien d'impossible ...

Pierre LE BOEUF